



HAL
open science

Population et changement climatique

Gilles Pison

► **To cite this version:**

Gilles Pison. Population et changement climatique. Questions internationales, 2025, La démographie : une inconnue décisive, 130, pp.67-73. <hal-05051037>

HAL Id: hal-05051037

<https://hal.science/hal-05051037v1>

Submitted on 4 May 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Population et changement climatique

Gilles Pison¹

Avertissement : ce texte est la version auteur de l'article : Gilles Pison – « Population et changement climatique », *Questions internationales*, 2025, 130 : 67-73 <https://www.vie-publique.fr/catalogue/297742-la-demographie-une-inconnue-decisive>

Alors qu'elle ne comptait qu'un milliard d'habitants en 1800, la population mondiale a été multipliée par huit en deux siècles, franchissant le seuil des 8 milliards en 2022. D'après les projections des Nations Unies, elle devrait continuer de croître jusqu'à atteindre près de 10 milliards d'ici 2050. Selon une idée répandue, cette « surpopulation » serait l'une des principales causes, sinon la première, du réchauffement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Or, le lien ainsi fait entre population et environnement est-il vraiment établi ? La décroissance démographique serait-elle une condition sine qua non de la transition écologique ?

La stabilisation de la population mondiale est-elle envisageable à terme ? La décroissance immédiate ne serait-elle pas préférable ? Est-elle seulement possible ? Une diminution immédiate de la population n'est pas une option, car comment l'obtenir ? Par une hausse de la mortalité ? Personne ne le souhaite. Par une émigration massive vers la planète Mars ? Irréaliste. Par une baisse drastique de la fécondité et son maintien à un niveau inférieur au seuil de remplacement des générations (2,1 enfants) ? tel est déjà le cas dans une grande partie du monde, les humains ayant fait le choix d'avoir peu d'enfants tout en leur assurant une vie longue et de qualité. Les deux tiers de l'humanité vivent dorénavant dans un pays ou une région où l'indicateur de fécondité est inférieur au seuil de remplacement ².

Il n'en résulte toutefois pas immédiatement une diminution de la population en raison de l'inertie démographique. Même si la fécondité mondiale, qui est de 2,2 enfants en moyenne par femme en 2025, n'était que de 1,4 enfant, comme en Europe, et ceci dès à présent, la population continuerait d'augmenter pendant encore quelques décennies ³. L'importante proportion des adultes en âge d'avoir des enfants, nés lorsque la fécondité était forte, entraîne encore un nombre élevé de naissances. Les personnes âgées ou très âgées sont en revanche peu nombreuses à l'échelle mondiale et le nombre de décès reste faible.

¹ Professeur au Muséum national d'histoire naturelle et conseiller de la direction de l'Institut national d'études démographiques

² Nations Unies, 2024, World Population Prospects : the 2024 Revision, en ligne ; <https://population.un.org/wpp/>

³ Gilles Pison, *Atlas de la population mondiale*, éditions Autrement, Paris, 2023.

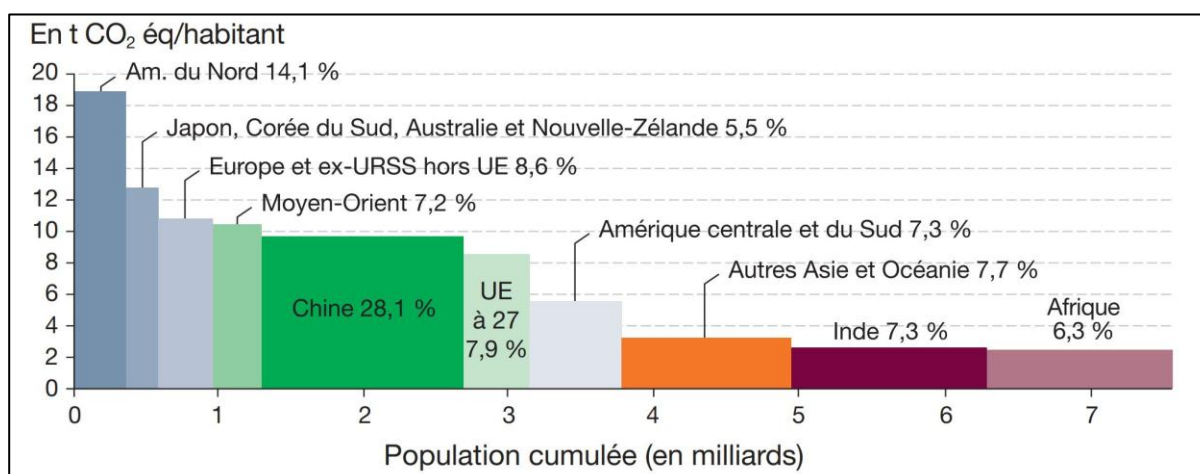
La dégradation de l'environnement et de la biodiversité : à qui « la faute » ?

La dégradation de l'environnement, l'érosion de la biodiversité et le réchauffement climatique sont liés aux activités humaines. La responsabilité de ces atteintes à l'environnement serait-elle partagée par tous, ou certains pays ou sous-groupes seraient-ils davantage responsables que d'autres ? La question vaut pour les changements constatés jusqu'à présent et pour ceux anticipés dans l'avenir. La croissance démographique prévisible variant beaucoup d'un continent à l'autre, le réflexe est de rendre à l'avance responsables des atteintes futures les habitants des continents au plus fort potentiel d'accroissement. Pour examiner les responsabilités des uns et des autres, prenons l'exemple du réchauffement climatique et des émissions de gaz à effet de serre (GES), qui en sont la cause.

> Les émissions de gaz à effet de serre : de grandes disparités selon les pays

En 2018, la Chine est le premier pays émetteur de GES (28 % du total mondial), devant l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada, 14 %), l'Union européenne à 27 (7,9 %) et l'Inde (7,3 %). Cependant, si l'on rapporte les émissions au nombre d'habitants, l'Amérique du Nord figure largement en tête, ses habitants émettant chacun en moyenne deux fois plus de GES qu'un Chinois ou qu'un Européen moyen, et dix fois plus qu'un Indien ou qu'un Africain. Les écarts sont plus importants encore entre pays. Un Américain émet ainsi 75 fois plus de GES qu'un Malien, et un Qatarien 150 fois plus⁴.

Figure 1. Émissions de gaz à effets de serre par habitant, selon le pays ou la région, en



2018

Source : SDES, 2022.

Aux inégalités entre pays s'ajoutent celles constatées au sein des pays, tous les

⁴ Climate Watch, 2023, <https://www.climatewatchdata.org/>.

habitants n'émettant pas la même quantité de GES. Une partie importante des émissions de chaque pays sont ainsi le fait d'une toute petite minorité, et ce, partout dans le monde.

> *La responsabilité historique des pays industriels*

Le réchauffement climatique en cours tient à la teneur actuelle de l'atmosphère en GES, notamment en CO₂⁵. Le stock de CO₂ résulte du cumul des émissions passées. Il a sensiblement augmenté depuis la révolution industrielle et l'utilisation massive du charbon, du pétrole et du gaz, principales sources d'émissions du CO₂. Les régions du monde qui se sont industrialisées en premier (Europe, Amérique du Nord) sont historiquement les principales contributrices à la hausse de la teneur en GES dans l'atmosphère. Les pays ou régions qui se sont industrialisés plus tard, comme la Chine ou l'Amérique du Sud, n'ont pour leur part que peu ou pas contribué à cette hausse à ses débuts. Ce constat alimente la question de la responsabilité historique du changement climatique observé jusqu'à nos jours.

Pour ce qui est de l'avenir, l'objectif est de contenir le réchauffement climatique à + 2 °C par rapport à la période pré-industrielle allant de 1850 à 1900 – voire, si possible, + 1,5°, comme convenu dans l'accord de Paris sur le climat signé en 2015 –, en réduisant les émissions de GES à l'échelle mondiale. Chaque pays a pris des engagements dans ce domaine et les révisé périodiquement. Un effort particulier est attendu des plus gros émetteurs mondiaux actuels et la responsabilité de la Chine est souvent pointée du doigt. Sans la dédouaner de ses responsabilités, les émissions par habitant demeure néanmoins un indicateur plus pertinent : les États-Unis, le Canada et l'Australie figurent alors en tête, sans compter les pétromonarchies du Golfe, plus importants émetteurs mondiaux par habitant.

> *Concilier diminution des émissions de gaz à effet de serre et réduction des inégalités*

La diminution des émissions mondiales de GES s'accompagne d'un autre défi : la réduction des inégalités socio-économiques entre pays⁶. Comment faire pour que les pays les moins développés assurent des conditions de vie meilleures à leurs habitants sans que cela ne pèse trop sur les émissions mondiales ? Comme les pays les plus pauvres n'émettent pour l'instant que peu de CO₂ par habitant en comparaison des pays riches, il existe une marge de progression pour eux. Cependant, suivre le même chemin que celui emprunté par les pays à hauts revenus, qui a conduit au réchauffement climatique actuel, éloignerait

⁵ Le dioxyde de carbone (CO₂) représente les deux tiers des émissions de GES en 2021. Les autres GES les plus émis sont le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O).

⁶ Sur la question des inégalités, voir le dossier spécial de *Questions internationales*, « Les inégalités dans le monde », n° 121, octobre-novembre 2023.

encore plus l'humanité de la neutralité carbone.

Le défi est d'autant plus grand que la population de ces pays est appelée à augmenter fortement dans les prochaines décennies. Concilier le développement des pays du Sud et la transition écologique nécessiterait donc de mettre en place une solidarité internationale, ce sujet faisant l'objet d'âpres négociations entre pays pauvres et pays riches lors de chaque conférence des parties (COP).

> *Des risques liés aux changements environnementaux inégalement partagés*

Si la responsabilité des changements environnementaux – en particulier du réchauffement climatique – est inégalement répartie entre les pays et entre leurs habitants, leurs conséquences demeurent néanmoins universelles. Tous les êtres humains, cependant, sont-ils égaux face à ces répercussions ? Certains sont-ils plus exposés ou moins à même d'y faire face que d'autres ?

La montée du niveau des mers, entraînée par le changement climatique, en offre un exemple. Si vivre près des côtes expose au risque d'inondation et de submersion, toutes les franges de la population ne sont pas touchées de façon égale, les plus pauvres étant les plus vulnérables. Dans les villes des pays du Sud, les habitants les plus modestes sont souvent obligés de s'installer en zone inondable, car ils n'ont pas les moyens d'habiter ailleurs, tandis que les individus plus favorisés qui résident également dans ces zones ont les moyens de se protéger des potentielles inondations ou de les fuir. Lors de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans en 2005, les victimes de cette catastrophe, des personnes restées sur place, furent ainsi presque exclusivement des pauvres.

Les pays qui rassemblent un nombre important d'habitants vivant en zone côtière de faible altitude ne sont pas tous aussi vulnérables. Les riches Pays-Bas, qui luttent depuis longtemps contre la montée des eaux de la mer, ont jusqu'à présent trouvé les moyens de s'en protéger, et il est probable qu'ils arriveront à s'y adapter, même si cela implique des dépenses élevées⁷. Le Bangladesh en revanche, dont une partie importante du territoire est également menacée par les eaux, est plus vulnérable car moins développé et moins bien armé pour faire face aux conséquences du changement climatique.

Agir en faveur de la transition écologique : politiques de population et actions individuelles

Certains pays ont des politiques de population visant à augmenter ou à diminuer le nombre de naissances, mais leurs effets sont en général modestes voire inexistantes, et restent difficiles à estimer.

⁷ National Delta Programme, 2025, <https://english.deltaprogramma.nl/documents/publications/2024/09/17/dp2025-complete-version>

> *Renoncer à mettre au monde un enfant : l'action individuelle la plus efficace pour l'écologie ?*

Selon une idée qui semble se répandre dans les pays développés, l'action écologique la plus efficace à l'échelle individuelle pour lutter contre la dégradation de l'environnement serait de renoncer à mettre au monde des enfants. Pour donner un semblant de fondement scientifique à cette idée, une étude a estimé et comparé la réduction des émissions de GES liée à différentes décisions que peut prendre un individu : renoncer à utiliser son sèche-linge, laisser sa voiture à essence au garage, renoncer à un vol transatlantique, etc., la liste comprenant aussi « avoir un enfant de moins »⁸. Les auteurs concluent, à tort, que cette dernière action aurait pour effet de réduire l'empreinte carbone de près de 60 tonnes d'équivalent CO₂ par an, contre 2,5 tonnes en laissant sa voiture à essence, 1,7 tonne en renonçant à un vol transatlantique, etc. Cependant, comparer une consommation instantanée – un vol transatlantique – avec une « consommation » s'étalant sur des dizaines, voire des centaines, d'années n'a guère de sens. En effet, les 60 tonnes d'équivalent CO₂ consommées par an sont censées inclure non seulement les émissions annuelles liées à la consommation de l'enfant pendant toute sa vie, mais aussi celles de sa descendance à venir – ses propres enfants, petits-enfants, etc. – pondérées de coefficients pour chaque génération, ce qui rend la comparaison totalement erronée⁹.

La crainte de donner naissance à un enfant qui vivrait dans un monde invivable motive également certaines personnes à ne pas en avoir. Ne pas mettre d'enfant au monde lui épargnerait une existence malheureuse dans un environnement dégradé. Quelles que soient les motivations invoquées, de telles idées influencent-elles réellement les désirs d'enfant tels que les individus les déclarent dans les enquêtes, et *in fine* leur fécondité ?

> *La préoccupation écologique influence-t-elle la fécondité ?*

Les enquêtes sur la fécondité et la famille sont susceptibles de nous renseigner sur cette question. Notamment, la série d'enquêtes internationales Generations and Gender Surveys (GGS)¹⁰, qui interrogent un échantillon de personnes sur leurs intentions de fécondité dans chaque pays participant et les réinterrogent quelques années après, permettant de comparer après coup les intentions et les réalisations.

⁸ Seth Wynes et Kimberly Nicholas, « The climate mitigation gap : education and government recommendations miss the most effective individual actions », *Environmental Research Letters*, vol. 12, 2017, en ligne, <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aa7541/pdf>.

⁹ Emmanuel Pont, *Faut-il arrêter de faire des enfants pour sauver la planète ? Entre question de société et choix personnel*, Payot, Paris, 2022.

¹⁰ Generations and Gender Surveys (GGS), 2023, www.ggp-i.org

Les enquêtes les plus récentes de ce programme comportent des questions sur les craintes ressenties face à l'avenir, indépendamment de la situation particulière des personnes interrogées. La déclinaison de cette enquête dans chacun des pays scandinaves, qui s'est déroulée entre 2020 et 2022, comprend ainsi la question : « Quand vous pensez à l'avenir, dans quelle mesure les phénomènes suivants vous inquiètent-ils ¹¹ ? »

Les informations recueillies par ces enquêtes donnent des pistes pour mieux comprendre les évolutions de la fécondité dans ces pays, qui ont connu une baisse des taux au cours des années 2010, comme beaucoup d'autres pays développés. Cependant, aucune dégradation économique ni montée du chômage, phénomènes habituellement observés lorsque survient une crise de la fécondité, ne peuvent expliquer cette évolution. Sa baisse ne concerne jusqu'à présent que les premières naissances, et elle est générale, touchant toutes les catégories sociales. L'enquête suédoise montre que les couples sans enfant ayant une vision sombre de l'avenir et un manque de confiance dans les institutions sont ceux qui hésitent le plus à devenir parents.

Les analyses menées jusqu'à présent n'ont cependant pas permis de repérer un phénomène spécifique qui serait davantage lié que les autres aux intentions de fécondité. Dans le détail, l'inquiétude face à la surpopulation semble cependant associée à des intentions plus faibles de fécondité, ce qui ne semble pas être le cas de la crainte relevant du changement climatique.

Les préoccupations environnementales ne semblent pas jouer non plus chez les jeunes Britanniques, d'après le même type d'enquête mené au Royaume-Uni, sauf chez les plus âgés, ayant entre 36 et 41 ans. Parmi ces derniers, les plus inquiets des changements environnementaux déclarent plus souvent qu'ils n'auront pas d'enfant ¹².



L'humanité n'échappera pas à un surcroît de près de 1 à 2 milliards d'habitants d'ici à 2050 en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Aux jeunes générations qui se demandent si elles ne vont pas dégrader encore plus le climat en mettant des enfants au monde, on pourrait répondre que la survie de l'espèce humaine dépend à terme moins du nombre d'habitants que la planète comptera que de leurs modes de vie.

¹¹ Les phénomènes passés en revue sont successivement : le terrorisme, le changement climatique, la surpopulation, la crise économique, l'augmentation du nombre de réfugiés, le taux élevé de chômage, le crime organisé, les conflits armés, les pandémies, l'affaiblissement de la démocratie, la montée des inégalités sociales, la montée des extrêmes en politique, les perspectives pour les générations futures. Les réponses possibles pour chaque phénomène sont : très inquiétant, assez inquiétant, pas très inquiétant, pas inquiétant du tout.

¹² On devrait prochainement connaître ce qu'il en est en France grâce à une enquête de même type menée en 2024. Enquête Erfi2, 2025, <https://erfi2.site.ined.fr>